Territoires de l’extrême droite française

par Stéphane François

L’extrême droite progresse en France, au point qu’on peine à en délimiter les contours. Mais les multiples tendances qui se manifestent puisent, en dépit de leurs différences, dans des traditions historiques que soutient un imaginaire partagé.

L’extrême droite revient sur le devant de la scène médiatique et politique française : ses actions violentes et ses tentatives d’attentats se multiplient, les discours racistes se banalisent et sont diffusés par des médias parfois très complaisants, tandis que se présente à l’élection présidentielle un candidat plusieurs fois condamné pour provocation à la haine raciale. Les positions de l’extrême droite sur la question migratoire ou l’Islam, au cœur du débat public, deviennent des enjeux électoraux partagés, qui brouillent un peu plus les frontières entre la droite « républicaine », l’extrême droite, le centre, et même ce qu’il est convenu d’appeler la gauche. Comment définir, cependant, ce qu’est l’extrême droite ? Ses manifestations contemporaines se rattachent-elles à des traditions historiques identifiées, ou présentent-elles des caractéristiques nouvelles ? La constellation de groupes existants forme-t-elle un mouvement homogène ? Et comment Éric Zemmour s’y est-il fait une place inédite ?

Avant de décrire les différentes tendances présentes en France, il est nécessaire de définir ce qu’on entend par « extrême droite ». Si la notion d’extrême droite est sémantiquement floue, elle permet cependant au public de situer rapidement des idées, des personnalités, des organisations ou des mouvements politiques parfois très différents. Mais elle est aujourd’hui refusée par ceux qu’elle prétend désigner, d’abord parce qu’elle est fortement disqualifiante et stigmatisante (elle renvoie dans les imaginaires politiques aux mouvements vaincus lors de la Seconde Guerre mondiale, tels que le fascisme italien et le national-socialisme allemand), ensuite parce qu’elle place l’extrême droite du côté d’une « radicalité » qu’elle refuse et préfère, dans son effort de dédiabolisation, laisser à l’extrême gauche et aux musulmans La question de la délimitation scientifique de l’extrême droite suscite légitimement le débat, mais ce concept est néanmoins utilisé par le milieu universitaire.

Une réalité difficile à nommer

Le politiste néerlandais Cas Mudde a recensé, de par le monde, pas moins de cinquante-huit définitions académiques et vingt-trois termes utilisés pour décrire les types de mouvements et de partis relevant de cette mouvance[[1]](#footnote-1). Le passage de l’expression « extrême droite » de l’usage politique commun au vocabulaire des sciences politiques les résout en homogénéisant. Mudde met aussi en avant, outre sa fonction de catégorisation descriptive, le fait que cette expression remplit une fonction polarisante, définissant, pour une partie des opinions publiques occidentales, un « ennemi politique ». Pensons à l’usage polémique du terme « facho » (expression générique utilisée pour définir et disqualifier les militants d’extrême droite)[[2]](#footnote-2), mais aussi à ceux qui se définissent en opposition comme des « antifas » (c’est-à-dire en tant que militants anti-extrême droite). Cette dernière étiquette a d’ailleurs été transformée en insulte par les militants d’extrême droite pour décrédibiliser les militants antiracistes, en les associant aux militants violents d’ultra-gauche. Quoique la science politique anglo-saxonne substitue à l’étiquette « extrême droite » celle de « droite radicale », la littérature scientifique reconnaît l’existence d’une famille politique recouvrant le champ défini par la notion d’« extrême droite ». Enfin, il ne faut pas oublier que le contenu idéologique des extrêmes droites nationales est intimement lié à l’histoire des pays étudiés. Dès lors, leurs évolutions futures sont tributaires de contextes particuliers. Cela a par exemple donné lieu, en France, à un intense débat sur la possibilité ou non d’une « immunité » de la France au fascisme conditionnée par la permanence des trois « traditions » supposées avoir structuré la droite française : le légitimisme, l’orléanisme et le bonapartisme[[3]](#footnote-3).

L’idée d’un positionnement politique sur un axe gauche-droite est relativement récente. Elle date de la seconde moitié du xixe siècle, où elle correspondait surtout aux pratiques parlementaires : l’extrême droite se trouvait alors géographiquement à cette position dans l’hémicycle. Jusqu’à la Première Guerre mondiale, les citoyens ne se classaient guère eux-mêmes sur cet axe. Le politiste allemand Uwe Backes[[4]](#footnote-4) a montré que le mot « extrémiste », dont la première attestation en français date de 1915, n’apparaît dans le débat public qu’en 1917, la presse hexagonale l’utilisant alors pour fustiger les Bolcheviques qui venaient de prendre le pouvoir en Russie. Dans la foulée des révolutions russes se forme une division entre une extrême droite réactionnaire, marquée par la Contre-révolution, plutôt chrétienne (catholique, même) et tournée vers le passé (pensons au Portugal de Salazar ou l’Espagne de Franco), et une autre ouvertement révolutionnaire, qui souhaite l’émergence d’un homme nouveau : le fascisme, puis le national-socialisme. C’est donc en réaction à « l’extrême gauche » que s’est imposé l’usage de l’expression « extrême droite ».

Des invariants idéologiques

Malgré tout, il existe des invariants idéologiques qui couvrent toutes les tendances de l’extrême droite et qui lui donnent son identité, sans faire disparaître ses particularismes ni la confondre avec les autres grandes familles politiques pour autant. Parmi ceux-ci, les extrêmes droites ont une conception organiciste de la communauté, qui reposerait sur les idées d’ethnie, de nationalité ou de race, les trois pouvant d’ailleurs se cumuler. En somme, une vision fermée de la communauté rêvée. Elles affirment vouloir la reconstituer pour remédier à sa destruction lors de l’avènement de la modernité philosophique et politique, dont la Révolution française et la Déclaration des droits de l’Homme et du Citoyen seraient l’acmé. Cet organicisme implique en outre le rejet de tout universalisme au bénéfice de la communauté, c’est-à-dire le « nous » auquel est opposé l’« Autre », quel qu’il soit. L’« Étranger », mais aussi l’ennemi de l’« intérieur » ou celui perçu comme tel – pensons au discours antisémite –, est assigné à une identité, analysée comme une différence ethnique, raciale ou culturelle, régionale ou nationale, plusieurs de ces éléments s’additionnant parfois. Essentialisée, cette différence devient identitaire et inégalitaire. Enfin, ces extrêmes droites peuvent mobiliser une rhétorique révolutionnaire, récusant le système politique en vigueur, dans ses institutions et dans ses valeurs, tels le libéralisme politique ou l’humanisme égalitaire issu de la Révolution française. La société, libérale, leur paraît en décadence et l’État-providence leur semble aggraver ce fait.

L’historien français Michel Winock distingue neuf constantes, qui ne sont ni toujours présentes ni exhaustives, dans ce type de discours : la haine du présent ; la nostalgie d’un âge d’or ; l’éloge de l’immobilité ; l’anti-individualisme ; l’apologie des sociétés élitaires ; la nostalgie du sacré ; la peur de la dégradation génétique et de l’effondrement démographique ; la censure des mœurs ; et, enfin, l’anti-intellectualisme[[5]](#footnote-5). Les extrêmes droites s’investissent d’une mission qu’elles disent salvatrice. Elles se constituent en contre-société. En ce sens, elles sont bien révolutionnaires puisqu’elles récusent le monde qui les entoure et promeuvent un monde nouveau. Leur fonctionnement interne ne repose pas sur des règles démocratiques, y compris lorsqu’elles se disent populistes, mais, au contraire, sur la mise en avant d’« élites véritables », à l’opposé de celles au pouvoir – forcément corrompues et incompétentes. L’imaginaire des extrêmes droites renvoie également l’Histoire et la société à de grands mythes mobilisateurs, qu’on retrouve aujourd’hui chez certains essayistes, en particulier chez Éric Zemmour. Dans le même mouvement, ces militants exaltent des valeurs irrationnelles) et des antimatérialismes, comme le rejet de l’utilitarisme et du marxisme. Enfin, ils condamnent le monde actuel, né de la défaite des forces de l’Axe, du jugement de Nuremberg et de l’Épuration. Ils souhaitent la mise en place d’un autre modèle civilisationnel, ethniquement homogène.

Métissages d’extrême droite

Le monde des droites radicales françaises n’est pas monolithique. Bien au contraire, il est profondément éclaté, ainsi que le montre le dossier « Les 36 familles de la droite », publié en 1999 dans la revue *Éléments*[[6]](#footnote-6), organe néo-droitier vieux d’un demi-siècle. Comme il existe des extrêmes gauches, il y a des extrêmes droites ayant des référents intellectuels qui lui sont propres, des positions antagonistes et des rapports parfois (très) conflictuels. Un néopaïen néonazi aura une conception du monde et de la religion différente, voire opposée, à celle d’un catholique contre-révolutionnaire. Plusieurs lignes de force distinguent les différentes tendances : régionalisme (souvent fédéraliste) contre jacobinisme ; paganisme contre christianisme (fréquemment traditionaliste) ; nationalisme contre européisme ; ethnodifférentialisme contre racisme biologique. Il arrive que ces différents thèmes s’hybrident. Ainsi, le culturalisme des ethnodifférentialistes emprunte aujourd’hui aux théories racistes. Derrière la promotion des « différences » et du refus du mélange, nous trouvons, de façon de moins en moins masquée, des discours défendant la « race blanche » et sa supériorité.

Ensuite, il y a un clivage entre les cadres et les théoriciens, intellectuels souvent issus de milieux aisés, et certains militants, anti-intellectuels et venant de milieux populaires : par exemple, il y a un monde entre les membres de la Nouvelle Droite, de la mouvance nationaliste-révolutionnaire ou de l’Action française, composées de cadres, d’universitaires, de hauts fonctionnaires ou de journalistes, et la mouvance skinhead, peu attirée par les constructions idéologiques complexes. L’extrême droite n’est pas composée que de brutes incultes, loin s’en faut : elle a aussi ses intellectuels. Alain de Benoist ou Dominique Venner en sont de bons exemples.

Les extrêmes droites ne sont pas closes sur elles-mêmes, et des convergences, des alliances sont possibles. À cela, deux raisons : 1/les différences sont moins importantes que les points de convergence dans leur volonté de subvertir la société libérale ; 2/les différences, ou les oppositions, sont mises de côté au profit d’une alliance stratégique, lors d’un combat commun, par exemple lors des manifestations contre la promulgation du mariage homosexuel, ou dans la condamnation de la franc-maçonnerie. On voit des rapprochements dans le rejet de l’Islam et de l’immigration extra-européenne. L’antisémitisme et l’antisionisme, ainsi que la volonté de créer une religion propre aux populations blanches, ainsi que le néopaganisme ou le christianisme identitaire, sont aussi des points de convergence importants.

Plusieurs tendances sont présentes en France ; certaines sont en déclin, d’autres en plein essor. Du fait de leur éclatement, il est difficile d’en brosser un panorama systématique. Parmi les premières, nous pouvons citer les groupuscules strictement nationalistes, comme le Parti de la France ou Synthèse nationale (composés tous les deux d’anciens membres radicaux du Front national), Les Nationalistes d’Ivan Benedetti (nostalgique du régime de Vichy), les différentes factions de l’Action française – mouvement royaliste qui existe depuis l’Affaire Dreyfus, dont les idées, notamment portées par Charles Maurras, ont profondément marqué la culture hexagonale[[7]](#footnote-7). Et on recense, parmi les tendances qui sont en progression, les formations populistes (Rassemblement national, Reconquête d’Éric Zemmour) et surtout l’idéologie identitaire.

Le terme « identitaire » renvoie à un courant de l’extrême droite apparu vers le milieu des années 1990, largement théorisé par le Groupe de Recherches et d’Études de la Civilisation Européenne (GRECE), aujourd’hui disparu, et ses revues (*Nouvelle École* et *Éléments*), mais dont les idées préexistaient depuis le début des années 1980. Il fait la promotion du régionalisme, condamnant l’immigration – vue comme une colonisation inversée –, propose un « décolonialisme » européen, et rejette le métissage culturel ou physique perçu comme un ethnocide. Les militants qui se réclament de la logique identitaire font l’éloge de l’identité européenne, et plus largement « blanche », de l’enracinement, et rejettent l’universalisme.

La mouvance identitaire, éclatée du point de vue des groupuscules, partage l’idée d’une immigration-colonisation ; celle d’une guerre civile déjà commencée ; une conception ethnique et essentialisée des identités ; la croyance en l’incompatibilité des civilisations entre elles et la nécessité de préserver les différentes aires civilisationnelles ; le principe du choc des civilisations ; la nécessité de mettre en place une « remigration » des minorités ethniques sur le sol européen vers leurs aires civilisationnelles/pays d’origine (y compris pour leurs descendants), etc.

Ce courant est devenu dominant, malgré les dissolutions par le gouvernement de groupuscules comme Génération identitaire. Il s’est massivement diffusé depuis le début des années 2000, aidé par la mise en place de structures dynamiques, promouvant ces discours, comme l’Institut Iliade, fondé en 2014 sur les cendres de la Nouvelle Droite par Philippe Conrad, Jean-Yves Le Gallou et Bernard Lugan (aujourd’hui tous deux conseillers politiques d’Éric Zemmour). Il est destiné à perpétuer la pensée du théoricien identitaire Dominique Venner, en formant des cadres et en organisant des colloques. Ces derniers attirent d’ailleurs des militants instruits et plutôt issus de classes sociales aisées. Comme le montrent ses différentes publications, ce dernier reprend d’ailleurs la logique de défense de la « race blanche » promue à l’origine par le GRECE. Des groupes et des éditeurs ouvertement nazis/néonazis se réclament aujourd’hui de cette idéologie, car elle est historiquement moins connotée que le nazisme. Pour autant, ce dernier n’a pas disparu. Au contraire, des militants se réclament actuellement du national-socialisme et diffusent leurs idées via des maisons d’édition (Pierre Marteau éditeur – le paravent utilisé par un éditeur d’extrême droite pour ses publications antisémites et négationnistes – ; les éditions du Lore) ou des revues (*Tabou* ou *Sparta*), qui traduisent ou publient des auteurs, notamment américains (de l’« alt-right », ladite « droite alternative » aux USA), développant des positions nationalistes blanches, suprémacistes ou « postnazies ».

L’antisémitisme et le négationnisme n’ont pas disparu à l’extrême droite. Ces milieux n’ont jamais oublié les vieilles antiennes du « complot juif » et pensent percevoir son action dans les évolutions politiques de notre pays. Certains représentants de cette extrême droite sont ouvertement négationnistes, comme Hervé Ryssen, Boris Le Lay, Jérôme Bourbon ou Vincent Reynouard. Des maisons d’extrême droite rééditent même des brochures antisémites de la Seconde Guerre mondiale, comme l’ont fait les Éditions du Lore avec le catalogue de l’exposition parisienne de 1941 sur « le Juif et la France » ou la brochure *Comment reconnaître un Juif ?* de Georges Montandon, datant de la même époque, tandis que des théoriciens suprémacistes blancs voient l’action des « Juifs » dans le supposé « génocide blanc » à l’œuvre avec le « grand remplacement » théorisé par l’écrivain [Renaud Camus](https://laviedesidees.fr/La-haine-en-proces.html). On peut aussi citer les livres des suprémacistes blancs étatsuniens (Greg Johnson ou Robert S. Griffin) traduits par les éditions Akribeia ou par les pseudo éditions « Pierre Marteau » (comme *La Race selon le national-socialisme* du néonazi italien Giantantonio Valli). Alain Soral, ancien comédien, réalisateur et essayiste qui prétend articuler valeurs de gauche (« le travail ») et de « droite » (le nationalisme, entre autres), a monté une entreprise qui rapporte, le mouvement « Égalité et réconciliation », association qui s’appuie sur un site internet extrêmement consulté, ce qui a pu assurer la popularité des théories d’extrême droite. Ces dernières sont notamment diffusées via la maison d’édition Kontre-Kulture, qui vend notamment des ouvrages « classiques » de l’antisémitisme d’extrême droite (Gougenot des Mousseaux, Toussenel, Drumont, Ford, Demachy, De Poncins, etc.) et des rééditions du *Mein Kampf* de Hitler[[8]](#footnote-8). Le tout peut se commander en ligne, où par ailleurs de nombreux sites mettent à disposition des bibliothèques de « classiques » d’extrême droite.

Enfin, il faut noter le retour en force à l’extrême droite du catholicisme traditionaliste, dans une variante « identitaire ». Longtemps considéré comme désuet ou réactionnaire, il retrouve grâce auprès des militants. Il est considéré aujourd’hui comme la religion des Européens chrétiens et comme celle qui combat l’« invasion musulmane ». Les personnes qui y reviennent, ou qui s’y convertissent, se voient comme de nouveaux chevaliers se battant pour un Occident « blanc ». En outre, il offre une conception complète du monde, morale et traditionnelle de la société, mise en en avant lors des « manifestations pour tous » : contre l’avortement ou la liberté des mœurs, pour une société organique. Il a fréquemment positions antisémites ou antimaçonniques. Cette idéologie réactionnaire au sens propre diffuse aujourd’hui un national-catholicisme via différents groupuscules et sites comme le Salon beige, Civitas, La renaissance catholique, la Fraternité Saint Pie X. Surtout, cette forme particulière du catholicisme s’est diffusée au sein d’autres formations politiques, transmettant ses discours et valeurs, fusionnant très bien avec les considérations identitaires.

L’évolution la plus significative reste néanmoins l’apparition de « youtubeurs » et d’« influenceurs » d’extrême droite, souvent indépendants des groupuscules établis, ce qui ne signifie pas qu’ils sont sans idéologie, bien au contraire. Mais ils ont adapté les discours propres à l’extrême droite au format du consumérisme vidéo : attitude agressive, intervention dynamique, *punchline*, etc. Plusieurs sortent du lot : l’ancienne porte-parole de Génération identitaire Thaïs d’Escufon, la catholique traditionaliste Virginie Vota, Papacito, l’ancien frontiste Julien Rochedy, le nationaliste blanc Daniel Conversano ou, évidemment Alain Soral. Précédant cet essor, différents militants d’extrême droite ont fondé des sites de « ré-information », qui se présentent comme des alternatives aux informations « *mainstream* » et cherchent à attirer, dans un contexte d’essor des populismes, les déçus de la presse généraliste et les méfiants envers les médias traditionnels, comme la Fondation Polemia de l’ancien membre du GRECE Jean-Yves Le Gallou, ou Novopress des Identitaires. Tous utilisent une méthode efficace, qui relève de l’« infox », mais aussi des registres de la propagande et de la désinformation : le détournement d’images ou de vidéos. Il s’agit, dans la majorité des exemples, d’un changement de contexte et de légende dans un sens très hostile aux musulmans, à l’islam et aux migrants.

Dans la rue

Parallèlement à cet activisme idéologique, nous voyons, depuis une dizaine d’années, le retour des actions violentes, commises par des groupuscules parmi les plus radicaux, voire des incitations à des actions violentes, comme l’a fait récemment le youtubeur Papacito en mettant en scène le meurtre d’un électeur de la France insoumise représenté par un mannequin. Parmi les groupes régulièrement médiatisés, nous pouvons citer Les Nationalistes d’Ivan Benedetti (issu de la dissolution de L’Oeuvre française), la Ligue du Midi de Richard Roudier, les militants du Bastion social (dissous en 2019), membres à l’origine du syndicat étudiant d’extrême droite Groupe Union Défense (GUD), les néonazis, etc. les militants de Génération Identitaire. Ces différentes organisations se retrouvent également chez les Zouaves, une structure violente, mais informelle, fondée en 2018 par de jeunes militants (composée notamment de membres du GUD, de Génération Identitaire, de l’Action française), surtout active à Paris, qui comprend aussi des hooligans, agressant non seulement des antifas, des journalistes, etc., mais encore des militants d’extrême droite critiques envers eux. Elle a été dissoute le 5 janvier 2022. Néanmoins, la principale évolution de ces dernières années reste la multiplication d’actions individuelles ou groupusculaires, indépendantes de toute organisation politique. Cet activisme se caractérise par la forte prégnance des idées survivalistes et identitaires : les personnes impliquées sont persuadées d’être en « guerre » contre une « invasion » arabo-musulmane et se voient comme des résistants. Ils préparent à la fois à la guerre et à survivre dans des zones reculées.

Zemmour, homme providentiel à droite ?

S’il existe différentes tendances à l’extrême droite, aujourd’hui, Éric Zemmour les agrège. Ce journaliste issu d’une famille juive d’Algérie, connu pour ses positions racistes et ses sorties antisémites, a adopté les thèses de l’extrême droite la plus radicale, telle l’idée d’une immigration perçue à la fois comme une forme de colonisation (le « grand remplacement ») et comme une source de criminalité. Il développe également un discours ouvertement décliniste (voir *Le Suicide français*, 2014), reprenant là encore une vision propre à l’extrême droite (elle imprégnait déjà *Les* *Décombres*, pamphlet collaborationniste de l’écrivain Lucien Rebatet paru en 1942).

Plutôt conservateur et souverainiste à l’origine, Éric Zemmour a radicalisé son discours dans un sens ouvertement raciste à partir de 2015, à la suite du succès de son livre *Le Suicide français*, qui défendait déjà Pétain. Depuis lors, il reprend l’idée, en l’accentuant progressivement, de la dangerosité de l’islam en France, chassant les traces d’une islamisation et d’un multiculturalisme prétendument destructeur d’identité jusque dans les prénoms, dont certains seraient l’expression d’un refus d’intégration. Ainsi, il s’oppose à l’immigration, aux mariages mixtes et au modèle actuel d’intégration, jugé trop laxiste et pas assez assimilationniste. Il reprend aussi, depuis 2009, les thèses de l’existence des races humaines, en particulier celle d’une continuité ethnique des populations européennes. Ses positions sur l’immigration lui ont ouvert les portes de l’extrême droite, en particulier celles de la Nouvelle droite, comme l’a montré sa séance de dédicace le 26 septembre 2018 à la Librairie Nouvelle tenue par François Bousquet, un proche d’Alain de Benoist – l’un des principaux théoriciens de la Nouvelle droite – et actuel rédacteur en chef d’*Éléments*. Zemmour a ainsi donné plusieurs longs entretiens à *Éléments*, réalisés à chaque avec François Bousquet[[9]](#footnote-9).

Du fait de ses prises de position publiques, Éric Zemmour a été plusieurs fois condamné pour incitation à la haine raciale. La dernière date du 17 janvier 2022. Ces condamnations attirent les éléments les plus radicaux de l’extrême droite, séduits par la teneur de ces discours. Seuls les plus antisémites (Soral[[10]](#footnote-10), Jérôme Bourbon, l’actuel directeur de publication du journal Rivarol, fondé en 1951 par des rescapés de la Collaboration, etc.) refusent encore de le suivre. Ce rôle fédérateur a longtemps été dévolu à Jean-Marie Le Pen, qui avait réussi à unir une grande partie de l’extrême droite française sous son nom.

Malgré tout, des négationnistes, des identitaires, des nostalgiques du régime de Vichy ou de l’Algérie française, des néo-droitiers, des catholiques traditionalistes et même un nombre grandissant de cadres du Rassemblement national (Chantal Dounot-Sobraquès, Nicolas Bay, Damien Rieu, Jean Messiha, Gilbert Collard, Jérôme Rivière, etc.) se reconnaissent dans sa candidature. Parmi ses soutiens, nous pouvons citer Philippe Randa, Jean-Yves Le Gallou, Philippe Millau, Tristan Mordrelle, Albéric Dumont, Karim Ouchikh (un proche de Renaud Camus), Philippe Schleiter (le neveu du négationniste Robert Faurisson), Bruno Mégret et, à quelque distance, Charles Million et Marion Maréchal, cette dernière étant en passe de le rejoindre. Plusieurs conservateurs ou membres des Républicains ont également rejoint Zemmour : Guillaume Peltier, Thierry Mariani (passé entre-temps au Rassemblement national), Jean-Frédéric Poisson, Laurence Trochu, Christine Boutin, etc., sans compter des électrons libres comme Paul-Marie Couteaux, Jacline Mouraud, une ancienne figure des Gilets Jaunes, ou Joachim Son-Forget… Zemmour attire aussi des violents, parfois issus des Zouaves et de Génération Identitaire, qui se sont fait remarquer par leur agression de militants de SOS Racisme lors de son congrès au parc des expositions de Villepinte le 5 décembre 2021.

Cela fait partie de la stratégie d’Éric Zemmour, qui est un partisan de la « droite hors les murs » et de l’« union des droites ». Ces concepts renvoient à l’idée d’agréger, ou d’unir, des militants de droite et d’extrême droite autour d’une personnalité forte n’étant pas connue pour son implication dans une organisation militante. Elle a été portée par des individus comme Patrick Buisson, Robert Ménard, Charles Fillon, et déjà Éric Zemmour, après les « Manifestations pour tous »… Il s’agit d’unir des militants autour d’un projet ouvertement conservateur sur le plan des mœurs et autoritaire sur le plan politique, avec un rejet affirmé de l’immigration extra-européenne, dans une logique identitaire. Longtemps considérée comme un échec par certains observateurs, cette stratégie semble payer pour Zemmour, qui se présente aux élections présidentielles de 2022.

Les militants sont à la fois attirés par son discours sur l’immigration et sa conception de l’histoire, en particulier celle de la Seconde Guerre mondiale et de la décolonisation, jouant sur les mémoires des rapatriés d’Algérie, qui relèvent à la fois d’une méconnaissance criante de l’Histoire et d’une réécriture idéologique (du régime de Vichy notamment), comme l’ont brillamment montré [Laurent Joly](https://www.youtube.com/watch?v=vNimVH89FZM) et le collectif d’historiens qui a publié récemment [*Zemmour contre l’Histoire*](https://www.franceculture.fr/emissions/tracts-le-podcast/andre-loez-les-historiens-face-a-zemmour)[[11]](#footnote-11). En effet, le polémiste reprend allégrement les lieux communs typiques de l’extrême droite française sous le couvert de l’« anticonformisme ». Surtout, Éric Zemmour offre à l’extrême radicale, discréditée politiquement et idéologiquement, une voix qu’elle n’a plus depuis 1945, une voix face aux historiens « officiels », lesquels diffusent selon lui des « bobards ». Ainsi, la fondation Polémia de l’identitaire Jean-Yves Le Gallou décerne tous les ans des « bobards d’or », visant le supposé « politiquement correct » des « médias officiels ».

Nous avons vu dans cet article que l’extrême droite est un monde complexe, composé de différentes tendances, parfois opposées ou antagonistes. Malgré tout, il existe des invariants, comme le rejet de la PMA, ceux de l’immigration et de la religion musulmane qui permettent de définir ce milieu et aux différentes tendances de se retrouver. Si l’extrême droite reste profondément divisée, elle a trouvé aujourd’hui un héraut en la personne d’Éric Zemmour, qui reprend le rôle qu’avait auparavant Jean-Marie Le Pen.

Publié dans laviedesidees.fr, le 1er mars 2022.

1. Cas Mudde, « The war of words defining the extreme right party family », *West European Politics*, 19/2, 1996 ; *The ideology of the extreme right*. Manchester/New York, Manchester University Press, 2013. [↑](#footnote-ref-1)
2. Par extension et dilution, le terme de « fascisme » est utilisé aujourd’hui par certains à tort et à travers pour définir en disqualifiant ce qui les dérange : « fascisme vert » de l’écologie ou de l’Islam, « fascisme doré des marchés financiers », etc. [↑](#footnote-ref-2)
3. Sur cette controverse, qui oppose notamment René Rémond, Michel Winock et Serge Bernstein à Robert Paxton, Robert Soucy et Michel Dobry, voir Marc Angenot, « L’immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes », *Études françaises*, vol. 47, n° 1, 2011. [↑](#footnote-ref-3)
4. Uwe Backes, *Les extrémismes en politique. Un historique du terme et du concept de l’Antiquité à nos jours*, Paris, Cerf, 2011. [↑](#footnote-ref-4)
5. Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2014. [↑](#footnote-ref-5)
6. Dossier « Les 36 familles de droite », *Éléments*, n° 94, février 1999. [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir à ce propos les trois volumes codirigés par Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam, *L’Action française : culture, société, politique*, Villeneuve-d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010. [↑](#footnote-ref-7)
8. Les ouvrages des auteurs cités sont considérés comme des livres importants dans l’élaboration de la littérature antisémite au XIXe et début du XXe siècles. Roger Gougenot des Mousseaux, catholique contre-révolutionnaire est, avec *Le Juif, le judaïsme et la judaïsation des peuples chrétiens* (1869), à l’origine du concept de complot « judéo-maçonnique ». Alphonse Toussenel, socialiste utopiste proche de Fourier, a développé l’idée d’un lien entre Juifs et capitalisme dans *Les juifs, rois de l'époque: histoire de la féodalité financière* (1845). Les deux ont influencé *La France juive* d’Édouard Drumont, paru en 1886 et constamment réédité, puis Léon de Poncins et Henry Ford. Les livres de Drumont (*La France juive*) et de Ford (*Le Juif international*) ont été retirés du catalogue suite à un dépôt de plainte de la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l’antisémitisme). [↑](#footnote-ref-8)
9. Par exemple Alain de Benoist & Éric Zemmour, « Accords et désaccords », *Éléments*, n° 154, mars-juin, 2015 ; Éric Zemmour, « Pourquoi la France », *Éléments*, n° 174, septembre-octobre 2018. [↑](#footnote-ref-9)
10. Soral a inventé la théorie du national-sionisme selon laquelle la communauté juive aurait abandonné Bernard Henri-Lévy au profit de Zemmour afin de pouvoir continuer à dominer le pays. [↑](#footnote-ref-10)
11. Laurent Joly, *La falsification de l’Histoire : Éric Zemmour, l’extrême droite, Vichy et les juifs*, Paris, Grasset, 2022 ; Alya Aglan, Florian Besson, Jean-Luc Chappey, Vincent Denis, Jérémie Foa, Claude Gauvard, Laurent Joly, Guillaume Lancereau, Mathilde Larrère, André Loez, Gérard Noiriel, Nicolas Offenstadt, Philippe Oriol, Catherine Rideau-Kikuchi, Virginie Sansico et Sylvie Thénault, *Zemmour contre l’histoire*, Paris, Gallimard, « Tracts », 2022. [↑](#footnote-ref-11)